

L'Experte Indépendante de l'ONU appelle à une action plus robuste de la communauté internationale en République Centrafricaine

GENEVE / BANGUI (17 mars 2014) - L'Expert indépendant des Nations unies sur la situation des droits de l'homme en République Centrafricaine, Marie-Thérèse Keita Bocoum, a appelé* à une action plus robuste de la communauté internationale en République Centrafricaine ou « la population centrafricaine est la seule et unique victime des violences commises par des groupes armés, milices armés et des bandits ».

« L'impunité semble s'établir comme la règle et la lutte contre l'impunité l'exception en RCA où la plupart des infrastructures du système judiciaire sont détruites. Le pays a un manque criard d'infrastructures judiciaires et de magistrats tant à Bangui qu'à l'intérieur du pays pour juger les affaires et contribuer ainsi à la lutte contre l'impunité », a-t-elle déclaré.

« J'en appelle donc à la communauté internationale de mettre tout en œuvre pour le déploiement d'une mission de paix capable de ramener et d'assurer la paix sur toute l'étendue du territoire national », a ajouté Mme Keita Bocoum.

L'Experte Indépendante sur la situation des droits de l'homme en République Centrafricaine vient de boucler sa première mission de 10 Jours. Cette visite au cours de laquelle elle a pu rencontrer la Cheffe d'Etat de la Transition, Mme Catherine Samba-Panza, lui a permis d'entreprendre une évaluation de la situation sur le terrain.

Elle lui a surtout donné l'opportunité de s'imprégner des réalités politiques, sécuritaires, sociales et culturelles qui ont pu exposer et continuent d'exposer les populations à la violence, à des violations de leurs droits fondamentaux et aux déplacements forcés.

« La justice qui ne fonctionne qu'à Bangui opère au ralenti et ne saurait tenir ses audiences pour juger des anti-Balaka sans en être empêchée par les partisans de ce groupe armé », a affirmé l'Expert indépendant.

« On peut dès lors constater que l'insécurité et la violence que sèment les groupes armés en RCA constitue un frein aux efforts consentis par les nouvelles autorités dans la lutte contre l'impunité », a-t-elle dit. « Il s'ensuit donc que tant que la peur demeure chez les magistrats, ils ne pourront tenir d'audiences ».

« Mon message à tous ceux et à toutes celles qui, de près ou de loin sacrifient la jeunesse en les poussant ou en les supportant à commettre de telles violations, est de savoir que la communauté internationale ne peut tolérer de tels actes car aucune violation des droits de l'homme ne restera impunie »

Il est aussi important de mettre plus de moyens à la disposition de BINUCA et la MISCA en

L'Experte Indépendante de l'ONU appelle à une action plus robuste de la communauté internationale en République Centrafricaine

général et à celle de la section des droits de l'homme et justice de BINUCA en particulier, pour leur permettre d'accompagner le Gouvernement dans son plan d'action nationale et dans le suivi des recommandations des organes de traités du Conseil des Droits de l'Homme.

D'un autre côté, il est une nécessité d'accentuer l'assistance technique au système judiciaire à la police et la gendarmerie afin de leur permettre de lutter efficacement contre l'impunité.

« Accentuer l'assistance au programme de soutien psychothérapeutique, aux programmes de réconciliation communautaire et à tous les secteurs de l'administration serait fondamental », a déclaré l'expert.

(*) Pour consulter l'intégralité du communiqué de fin de mission:

<http://www.binuca.unmissions.org/LinkClick.aspx?fileticket=TN1kGp2VXyA%3d&tabid=2876&mid=5201&language=fr-FR>

FIN

Le mandat de l'Experte Indépendante sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine a été créé par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies le 27 Septembre 2013. Comme experte indépendante, Mme Keita Bocoum sert à titre personnel, indépendamment de tout gouvernement ou organisation.

Avant d'être nommée Experte Indépendante sur la situation des droits de l'homme en République Centrafricaine, Mme Marie-Thérèse Keita Bocoum, ancienne Professeure à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines, UFR Sciences Sociales, de l'Université d'Abidjan en Côte D'Ivoire, a servi à différents postes tant dans son pays qu'au sein des Nations Unies. D'abord comme Rapporteur Spécial de l'ONU sur la Situation des Droits de l'Homme au Burundi, ensuite, entre autres, comme Directrice de la Division Droits de l'homme et Représentante de la Haut-Commissaire de l'ONU aux Droits de l'Homme au Darfour et en Afrique de l'ouest à UNOWA.

Page du HCDH sur le pays - République centrafricaine:

<http://www.ohchr.org/FR/Countries/AfricaRegion/Pages/CFIndex.aspx>

Pour des informations additionnelles et des demandes des médias, prière de contacter Chafi Bakari (+ 41 78 784 8126 / +41 22 9289256 / cbakari@ohchr.org, or write to ie-car@ohchr.org

Pour les demandes des médias relatives à d'autres experts indépendants des Nations Unies :

L'Experte Indépendante de l'ONU appelle à une action plus robuste de la communauté internationale en République Centrafricaine

Xabier Celaya, Droits de l'homme de l'ONU - Unité média (+ 41 22 917 9383 /
xcelaya@ohchr.org)

ONU Droits de l'homme, suivez-nous sur les réseaux sociaux :

Facebook: <https://www.facebook.com/unitednationshumanrights>

Twitter: <http://twitter.com/UNrightswire>

Google+ [gplus.to/unitednationshumanrights](https://plus.google.com/unitednationshumanrights)

YouTube: <http://www.youtube.com/UNOHCHR>

Storify : <http://storify.com/UNrightswire>

Regardez l'Index universel des droits de l'homme : <http://uhri.ohchr.org/fr/>